



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE- ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté n° AE-F09320P0233 du 04/11/2020
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2020-09-01-003 du 01/09/20 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09320P0233, relative à la réalisation d'un projet de restauration morphologique de la Florièye dans la traversée de la commune de Taradeau (83), déposée par le Syndicat Mixte de l'Argens (SMA), reçue le 01/10/2020 et considérée complète le 01/10/2020 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 01/10/2020 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 10 du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste à effectuer divers travaux permettant d'améliorer les fonctionnalités globales de la Florièye de la façon suivante :

- suppression du gué amont,
- construction d'une nouvelle voie sur berge permettant l'accès au hameau Saint-Joseph,
- suppression du gué aval pour rétablir les continuités sédimentaires (transport solide), biologique (circulation des espèces aquatiques) et pour améliorer durablement le transit des crues,
- création d'un nouveau cheminement piéton en rive droite entre le lotissement du moulin et le pont de la RD 10 pour maintenir les facilités de circulation des piétons (et cyclistes) au sein du village,
- reprofilage des sections en travers les plus limitantes d'un point de vue hydraulique, afin de réduire les inondations dans la traversée de Taradeau,
- stabilisation d'une partie des berges récemment érodées et dont le recul ultérieur menacerait à court et moyen termes les aménagements riverains,
- implantation d'une végétation rivulaire adaptée sur les berges qui en sont dépourvues afin d'améliorer la fonctionnalité du corridor biologique,

- création d'une zone humide dans l'ancien méandre en aval du pont, permettant d'optimiser à la fois l'efficacité hydraulique et biologique du projet ;

Considérant que ce projet a pour objectif, dans le cadre de l'action 47 du programme d'actions de prévention des inondations de l'Argens (PAPI), d'améliorer les fonctionnalités morphologiques, hydrauliques, biologiques, hydrogéologiques et biogéochimiques de la Florièye ;

Considérant la localisation du projet en zone naturelle, au sein de la rivière « Florièye » et de sa ripisylve ;

Considérant que le projet est soumis à procédure « Loi sur l'eau » au titre de l'article R.214-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le pétitionnaire a engagé dès l'amont une démarche de diagnostic et de prise en compte des enjeux d'environnement dans l'élaboration du projet ;

Considérant que plusieurs scénarii d'aménagement ont été comparés sur la base de critères intégrant les préoccupations d'environnement ;

Considérant que le pétitionnaire a réalisé :

- un volet naturel de l'étude d'impact,
- un diagnostic biologique,
- un rapport développant, au stade de l'avant-projet, le scénario d'aménagement n°4,
- une étude paysagère,
- un rapport de présentation ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à mettre en œuvre les mesures suivantes :

en phase travaux

- suivi du chantier par un écologue et sensibilisation du personnel intervenant,
- délimiter les emprises,
- adapter le calendrier des travaux en fonction de la phénologie des espèces,
- baliser les secteurs sensibles et espèces protégées,
- mettre en place une charte de prévention des pollutions accidentelles,
- effectuer un plan de circulation des engins,
- proscrire la mise en place d'éclairage nocturne,
- aménager les berges en pente douce,
- éradiquer les espèces végétales exotiques et envahissantes,
- dévier le cours d'eau afin de travailler hors d'eau,
- effectuer une pêche de sauvetage des poissons,
- effectuer un prélèvement de sauvetage des Cistudes d'Europe,
- mettre en place des barrages filtrants en aval des zones de chantier ,
- créer une zone humide au sein de l'ancien méandre comblé,
- restaurer de zones de frayères à l'issue des travaux ;

mesures de suivi :

- des habitats naturels,
- batrachologique,
- de l'avifaune,
- de la Cistude d'Europe,
- de la recolonisation des berges et de la zone humide de l'Agrion de Mercure,
- du transit des chiroptères via le corridor restauré (des détecteurs ultrasons seront disposés en amont et en aval de la traversée de Taradeau pendant 1 nuit au printemps et 1 en été) ;

Considérant que le pétitionnaire s'engage à effectuer une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèce protégée pour la Cistude d'Europe, le Barbeau Méridional et le Blageon, au vu des incidences résiduelles estimées pour ces 3 espèces ;

Considérant que la bonne mise en œuvre et le suivi des mesures d'évitement et de réduction sont de nature à permettre de maîtriser les impacts du projet sur l'environnement ;

Arrête :

Article 1

Le projet de restauration morphologique de la Florièye dans la traversée de la commune situé sur la commune de Taradeau (83) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

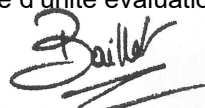
La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée au Syndicat Mixte de l'Argens (SMA).

Fait à Marseille, le 04/11/2020.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
La cheffe d'unité évaluation environnementale,



Marie-Thérèse BAILLET

Voies et délais de recours d'une décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

1- Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoïa
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

2- Recours contentieux :

Tribunal administratif de Marseille
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).